



**PRÉFET
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de la coordination interministérielle
et appui territorial

Mission politiques environnementales

AP n° 82-2023-07-05 - 00001

ARRÊTE PREFECTORAL COMPLEMENTAIRE

Société VILLEROY ET BOCH
375 rue du 11 novembre
82400 VALENCE D'AGEN

dispositions applicables, en cas de période de sécheresse, à l'exploitation d'activités relevant
de la nomenclature des installations classées

Le Préfet de Tarn-et-Garonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu** le titre 1^{er} du livre V du Code de l'environnement, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu** les articles L.211-3 et R.211-66 du Code de l'environnement relatif aux mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau ;
- Vu** les articles L.181-14 et R.181-45 du Code de l'environnement
- Vu** la circulaire du 18 mai 2011 relative aux mesures exceptionnelles de limitation ou de suspension des usages de l'eau en période de sécheresse ;
- Vu** l'arrêté préfectoral cadre sécheresse en vigueur définissant le plan départemental ainsi que les seuils de vigilance et les mesures de limitation des usages de l'eau en cas de sécheresse dans le département de Tarn et Garonne ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n° 98.713 du 02 juin 1998 autorisant la société VILLEROY ET BOCH à exercer ses activités relevant de la nomenclature des installations classées au 375 rue du 11 novembre sur le territoire de la commune de VALENCE D'AGEN ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°82-2020-04-22-006 en date du 22 avril 2020 prescrivant à la société VILLEROY ET BOCH un plan de réduction des prélèvements en eau en période de sécheresse et son étude technico-économique ;
- Vu** le projet d'arrêté préfectoral porté le 5 juin 2023 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;
- Vu** les observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté préfectoral dans son courrier en date du 20 juin 2023 ;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter les prescriptions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse au cas particulier de l'installation classée ;

Considérant que l'établissement est autorisé à prélever pour les besoins de son fonctionnement dans une ressource en eau qui dans certaines conditions de sécheresse, doit être protégée ;

Considérant que les prélèvements de l'établissement appartiennent au secteur hydrographique identifié par l'arrêté cadre sécheresse du département de Tarn-et-Garonne ;

Considérant qu'en cas de sécheresse, des mesures particulières et adaptées à la situation hydrologique, doivent être prises ;

Considérant le courrier de l'exploitant en date du 20 juin 2023 susvisé dans lequel l'exploitant indique avoir baissé ses prélèvements d'eau en fonctionnement pérenne par des mesures d'optimisation de ses consommations ;

Considérant que les prélèvements d'eau dans le milieu ont baissé de 20 % entre 2019 et 2022 selon les données déclarées annuellement à l'administration ;

Considérant le courrier de l'exploitant en date du 20 juin 2023 susvisé dans lequel l'exploitant s'engage à poursuivre ses efforts d'optimisation des consommations en fonctionnement pérenne avec des objectifs de baisse supplémentaire à compter de 2025 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

A R R E T E

ARTICLE 1 – PRÉLÈVEMENTS D'EAU AUTORISÉES

L'article 2.1.1 et l'annexe 4 de l'arrêté préfectoral n° 98.713 du 02 juin 1998 susvisé sont remplacés par les dispositions suivantes :

Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée.

Le refroidissement en circuit ouvert est interdit.

L'exploitant tient à jour, quelle que soit la période ou le seuil, à la disposition de l'inspection des installations classées :

1° la liste des milieux de prélèvement des différentes sources d'eaux, des milieux de rejet des effluents aqueux, des quantités d'eau prélevées, rejetées et consommées, en différenciant chaque milieu de prélèvement et de rejet, ainsi que les codes des masses d'eau associées. Ces informations sont renseignées journalièrement si le débit total prélevé est susceptible de dépasser 100 m³/j, hebdomadairement si ce débit est inférieur. Des synthèses mensuelles et annuelles de ces informations sont réalisées ;

2° la liste des améliorations ou investissements ayant permis de réduire les quantités prélevées ou consommées, les volumes économisés correspondants, chaque année, sur les cinq dernières années et les justificatifs associés.

L'exploitant dispose d'un délai d'un mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté pour établir les éléments mentionnés ci-dessus.

Les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressource(s) utilisée(s) (réseau AEP, réseau d'irrigation, cours d'eau et nappe d'accompagnement, eau souterraine)	*Nom de la masse d'eau prélevée *code SDAGE	Prélèvement annuel (m3)	*Nom de la masse d'eau (rejet) *code SDAGE	Rejet annuel (m3)	Débit de prélèvement journalier maximal (m³/jour)				
					Niveau de gestion sécheresse				
					Normal	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Eau de forage	* Alluvions de la Garonne moyenne entre Toulouse et Golfech * FRFG020C	127 000 m³	*La Barguelonne *FRFR191	100 000 m³	350 m³/j	350 m³/j	320 m³/j	320 m³/j	Idem débit alerte renforcée excepté décision préfectorale fixant un débit moindre pouvant aller à l'arrêt total des prélèvements

A partir du 1er janvier 2025, les prélèvements d'eau sont autorisés dans les quantités suivantes :

Ressource(s) utilisée(s) (réseau AEP, réseau d'irrigation, cours d'eau et nappe d'accompagnement, eau souterraine)	*Nom de la masse d'eau prélevée *code SDAGE	Prélèvement annuel (m3)	*Nom de la masse d'eau (rejet) *code SDAGE	Rejet annuel (m3)	Débit de prélèvement journalier maximal (m³/jour)				
					Niveau de gestion sécheresse				
					Normal	Vigilance	Alerte	Alerte renforcée	Crise
Eau de forage	* Alluvions de la Garonne moyenne entre Toulouse et Golfech * FRFG020C	80 000 m³	*La Barguelonne *FRFR191	64 000 m³	220 m³/j	220 m³/j	220 m³/j	220 m³/j	Idem débit alerte renforcée excepté décision préfectorale fixant un débit moindre pouvant aller à l'arrêt total des prélèvements

ARTICLE 2 – PLAN D’ACTIONS EN SITUATION DE SÉCHERESSE

L’exploitant est tenu de mettre en œuvre les mesures d’économie décrites dans le tableau ci-dessous lorsque les niveaux de vigilance, d’alerte, d’alerte renforcée ou de crise sont déclenchés par le préfet dans la zone d’alerte où sont localisés les prélèvements de l’établissement.

Ces réductions ne s’appliquent pas aux usages de l’eau nécessaires à la sécurité et à l’intégrité des installations, à la protection et à la défense contre l’incendie, ainsi qu’aux usages permettant de satisfaire les exigences de protection de l’environnement, de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et à l’alimentation en eau potable de la population.

Ces mesures se substituent à celles de l’arrêté préfectoral cadre sécheresse.

L’information sur les zones d’alerte (sous-bassin hydrographique ou secteur de masse d’eau souterraine) et les niveaux de gestion sécheresse, sont disponibles sur le site internet de la préfecture et sur le site PROPLUVIA : <http://propluvia.developpement-durable.gouv.fr/propluvia/faces/index.jsp>

Le dispositif reste activé jusqu’à l’information officielle de fin de situation de sécheresse.

Les mesures d’urgence sont les suivantes :

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives non spécifiques ICPE	Mesures spécifiques ICPE
<u>Vigilance</u>	<ul style="list-style-type: none"> • Rappel des mesures d’économie d’eau élémentaires au personnel de l’installation • Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d’utilisation d’eau • Limitations volontaires des usages de l’eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Affichage d’informations de vigilance aux points de pilotage des ateliers consommateurs (Préparation, Coulage, Emailage, Meulage) - Diffusion de message d’alerte sur l’écran d’informations usine
<u>Alerte</u> Objectif de réduction des prélèvements de 30 %	<ul style="list-style-type: none"> • Arrosage des pelouses et espaces verts, interdit de 8 h à 20 h • Opérations de nettoyage (véhicules, voiries...) limitées aux nettoyages permettant de garantir la sécurité et la salubrité publique • Alimentation des points d’utilisation d’eau d’agréments interdits en circuit fermé et en circuit ouvert • Test des poteaux incendie et purge des réseaux d’eau interdit • Une surveillance accrue des rejets des stations d’épuration doit être réalisée • Mise à disposition des Inspecteurs du registre de prélèvements journaliers 	<ul style="list-style-type: none"> - Reporting quotidien des niveaux de consommation avec analyse des écarts et mise en place immédiate d’actions correctives - Diffusion quotidienne du taux de prélèvement par rapport à l’objectif sur l’écran d’informations usine - Renforcement des audits terrain en particulier dans les zones identifiées en surconsommation suite à analyse des écarts
<u>Alerte renforcée</u> Objectif de réduction des prélèvements de 50 %	<ul style="list-style-type: none"> • Arrosage des pelouses et espaces verts interdit • Mesures de l’AP cadre sécheresse en vigueur 	<p>Idem ci-dessus +</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transmission chaque semaine, à l’inspection des installations classées, des volumes d’eau prélevés la semaine qui précède et des volumes prévisionnels pour les besoins de l’installation pour la semaine suivante

Niveau de gestion sécheresse	Mesures générales cumulatives non spécifiques ICPE	Mesures spécifiques ICPE
<u>Crise</u>	<ul style="list-style-type: none"> Mesures de l'AP cadre sécheresse en vigueur 	Objectif de réduction des prélèvements sur décision préfectorale

ARTICLE 3 - BILAN

À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été déclenché par arrêté préfectoral sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant :

- l'évaluation a posteriori de son plan de réduction,
- un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités,
- les coûts afférents
- et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement.

Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées avant le 1^{er} avril de l'année suivante.

ARTICLE 4 – INFORMATION DES TIERS

L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de Tarn-et-Garonne pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 5 – EXÉCUTION

La secrétaire générale de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et le maire de Valence d'Agen sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à l'exploitant.

Montauban, le 05 JUL. 2023

Le préfet

Pour le préfet par délégation

Le sous-préfet,
secrétaire général adjoint


Julien Henrard

Délais et voies de recours

Conformément à l'article R. 181-50 du Code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse (68 rue Raymond IV – 31000 Toulouse – Tél : 05.62.73.57.57), dans les délais ci-dessous :

1^{er} Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2^{er} Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2^o de l'article R. 181-44 ;
- La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4^o du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision. Le présent arrêté peut aussi faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois :

- soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Tarn-et-Garonne – 2 Allée de l'Empereur, 82000 Montauban. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours ;
- soit d'un recours hiérarchique auprès du Ministre de l'Intérieur – Place Beauvau – 75008 Paris Cédex 08. Le recours doit être écrit et exposer les arguments et faits nouveaux. Une copie de la décision contestée doit être jointe à votre recours.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1^{er} et 2^o.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application Informatique Télérecours Citoyen accessible depuis le site www.telerecours.fr.